

VIA avait promis à la population de Guelph de créer un comité de liaison pour discuter des problèmes que ses modifications allaient susciter. Elle a tenu parole, mais ce comité n'a fait que du vent. Elle nous a aussi imposé deux modifications dont il n'avait jamais été question. Vous ne nous avez pas consultés, M. Hanigan, avant de nous envoyer une lettre nous annonçant la suppression de la liaison entre Toronto, Guelph, Kitchener et London, et de fixer à un autre train un nouvel horaire inacceptable. Voilà comment se font la consultation et la communication. On se moque du public. Merci bien, VIA Rail.

* * *

[Français]

LA CONSTITUTION

LA NÉCESSITÉ DE RECONNAÎTRE UN STATUT PARTICULIER AU QUÉBEC

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, la conférence constitutionnelle convoquée par le premier ministre (M. Mulroney) afin de permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne, à mon avis, semble partie sur le mauvais pied. Hier, c'est le premier ministre du NPD du Manitoba, M. Pawley, qui disait que le Québec n'était pas différent, qu'il était contre un statut particulier. Aujourd'hui, c'est le premier ministre conservateur de l'Alberta, M. Getty, qui dit être contre un statut particulier pour le Québec, et lorsqu'il jouait au football, il n'a pas remarqué que dans les estrades les gens étaient de culture différente de ceux des autres provinces. Et, hier, le premier ministre du Canada a refusé d'appuyer le premier ministre du Québec dans sa demande aussi importante que celle de reconnaître pour le Québec dans la Constitution le pouvoir de sélectionner ses immigrants.

Monsieur le Président, j'invite les députés conservateurs du Québec et le chef du Nouveau parti démocratique à faire pression auprès de ces deux premiers ministres pour que ceux-ci reviennent au bon sens afin de permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne, en reconnaissant un statut particulier au Québec.

* * *

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

LE QUÉBEC

M. Gilles Bernier (Beauce): Dans la presse d'hier, monsieur le Président, on rapporte des faits troublants: «Le vrai visage du NPD qui traite le Québec comme un nouveau tiers monde». Au congrès de Montréal, une Ontarienne néo-démocrate représentant l'Union du vêtement a décrit le sort des Québécois francophones en termes apocalyptiques. Elle a dit, en parlant des Québécois: «Ils sont opprimés, ils sont comme les Noirs et les femmes, ils n'ont pas le droit de parler français sous la botte de leurs patrons anglophones; ils ont les pires écoles et les pires hôpitaux.»

Monsieur le Président, les Québécois n'ont aucune leçon à recevoir des socialistes néo-démocrates. Ce parti des contradictions les plus épouvantables va retourner à ses classes. On n'a pas de leçon à recevoir du néo-démocrate Howard Pawley qui

Article 21 du Règlement

a mené une campagne vive et ouverte contre le Québec dans l'affaire des CF-18. Les Québécois n'ont pas de leçon à recevoir d'Allan Blakeney qui fut celui-là même qui, lors d'une nuit de novembre 1981, passait avec les libéraux d'en face une entente dont le Québec était exclu.

Les Québécois n'appuieront pas le parti socialiste financé par le CTC et Shirley Carr sans le consentement des cotiseurs. Attention, les travailleurs: le duo Shirley Carr et Broadbent est décidé à investir vos cotisations syndicales dans leur campagne électorale! Et vous, les Québécois, sachez que vos députés conservateurs, dont celui de Beauce, vont continuer à protéger vos intérêts.

Que pensent l'Ontario, l'Ouest et les provinces Maritimes des résolutions adoptées à Montréal samedi par le Nouveau parti démocratique? Un parti à deux faces, monsieur le Président!

* * *

• (1405)

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LA GESTION DU MARCHÉ PUBLIC DE GRANVILLE ISLAND

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): A Vancouver, monsieur le Président, l'Association des hommes d'affaires de Granville Island a publié un rapport virulent dans lequel elle s'interroge sur l'organisation du marché public de Granville Island et sur les méthodes de gestion de la SCHL. Le rapport exhorte le ministre chargé du logement à créer une équipe de travail indépendante pour étudier des solutions aux problèmes du marché. Les boutiquiers appuient sans réserve le rapport et proposent une liste de personnes très compétentes désireuses de faire partie de cette équipe de travail. Le gouvernement doit commencer à reconnaître les besoins légitimes de la petite communauté commerciale de Granville Island et agir promptement pour y répondre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PRÉTENDUE PARTICIPATION DE SOCIÉTÉS CANADIENNES À L'ACHEMINEMENT D'APPROVISIONNEMENTS AUX CONTRAS HONDURIENS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Il y a quelques semaines, monsieur le Président, j'ai soutenu à la Chambre que le Canada était impliqué dans le commerce des armes avec les Contras au Nicaragua. Il l'était secrètement afin de passer outre à l'interdiction décrétée en 1984 par le Congrès américain. Il fournissait par exemple aux Contras et à la société Trans World Arms des avions Caribou de Propair.

Par l'entremise de la Commission Tower, j'ai obtenu un organigramme provenant du bureau du colonel Oliver North qui montre que la société Trans World Arms était bel et bien impliquée, tout comme la société Defex, du Portugal. J'ai obtenu des exemplaires en espagnol de deux certificats concernant les utilisateurs ultimes, dont l'un utilisé par la société Energy Resources International, une entreprise sous le contrôle